

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 37 - 1 FRANC - 12-1-1972

INFORMATION :

LA PRESSE ENCHAINÉE

**REPUBLIQUE
ou
MONARCHIE**

**REPOSE DE
ROLAND LAUDENBACH**
éditeur

LE TIERS-MONDE DANS LE TUNNEL

M. Pompidou, décidément fertile en déclarations ces temps-ci, a rappelé « les obligations des peuples riches à l'égard des peuples pauvres » au cours de l'allocution prononcée devant le corps diplomatique, et salué l'O.N.U. qui a voulu que les années 1971-1980 prennent le nom de Décennie du développement. « Puissions-nous être fidèles au programme d'action qu'implique une telle formule », a-t-il ajouté.

L'ennui, c'est que la formule « Décennie du développement » a déjà été utilisée sans grand succès pour la période 1961-1970 et qu'il est fâcheux que M. Pompidou se délecte d'une expression qui tourne au canular de normalien amateur de romans d'horreurs.

Si l'évolution actuelle continue en effet, compte tenu de nos connaissances actuelles des lois de la démographie et de l'économie, la terre sera peuplée vers l'an 2000 de six milliards d'hommes, dont 25 % se partageront 85 à 90 % des richesses disponibles ; et Maurice Guernier écrit (*Le Monde*, 5 janvier 1972) : « A quoi serviront tous nos progrès, à quoi serviront nos revenus individuels de 10.000 dollars de l'an 2000, à quoi serviront nos Concorde à 2.000 km/h et nos ordinateurs, si c'est pour vivre sur une planète de près de cinq milliards de miséreux qui se révolteront, d'affamés qui s'entre-tueront et d'analphabètes qui répandront les miasmes du choléra comme ceux de l'anarchie. Nous laissons se préparer un monde invivable. » Si la population augmente, la production agricole, condition essentielle du développement pour les pays du Tiers-Monde, augmente très peu, ou même décroît (Algérie — 3,2 %). Il est facile de dire : « Qui prouve que cela continuera ainsi, il ne faut pas prolonger stupidement les courbes. » Certes, la tendance actuelle peut être modifiée par plusieurs phénomènes :

1° Une suite de cataclysmes, c'est le cas actuel au Bengale Oriental : Erwin Rame-dhan y prévoit la « plus grande famine de tous les temps » pour l'année 1972, ceci à cause de la cessation de toutes les activités agricoles en 1971 dans la région. C'est-à-dire, en clair, que la situation prévue par M. Guernier pour l'an 2000, peut se produire dès maintenant dans certaines régions du monde.

2° Si l'on étudie la différence entre les taux de mortalité et de reproduction d'une population en fonction de l'alimentation, il existe deux points d'équilibre : le premier correspondant à une suralimentation protéidique, le second à une sous-alimentation grave. Ce qui laisserait prévoir la stabilisation numérique du groupe des gavés et de celui des « morts-vivants ». Tout ceci n'est pas très réjouissant.

3° La troisième hypothèse est celle de la « Révolution », un changement social violent permettant l'arrivée d'un nouveau régime qui saurait protéger les richesses nationales, maîtriser l'accroissement démographique et augmenter la production. La Chine sait jouer à merveille le rôle du pays modèle pour ce genre de choses, le Brésil aimait bien en faire autant.

Dans cette optique, il faut savoir que : — Toute analyse économique, tout projet

politique seront vains, tant qu'ils se limiteront aux pays développés, et on ne peut préparer la France du XXI^e siècle sans savoir quelles seront ses relations avec le reste du monde, et quel sera l'état des pays pauvres.

— Tout projet global de décollage économique du Tiers-Monde devra nécessiter une transformation politique, économique et sociale des pays riches.

Il n'y aura pas de révolte des « forcés de la faim » mettant en danger les pays riches, le rapport de force à l'échelle mondiale ne le permettrait pas, et un succès révolutionnaire local dévie vers une régime de type chinois, plus préoccupé de politique intérieure et d'expansionnisme que de révolution mondiale.

L'IMPASSE

Le gouvernement français actuel possède de fait la plupart des pouvoirs régaliens dans plusieurs pays d'Afrique, et s'en sert uniquement pour maintenir les choses dans leur état actuel, et on attend toujours des plans de développement des D.O.M. et T.O.M. Il est vrai que les groupes dirigeants de Paris ou de Bangui sont les héritiers des républiques françaises précédentes, du système d'enseignement démocratique français, et que leur incompétence doit être rattachée aux mêmes causes.

Il nous faut exclure, dans toute tentative pour vaincre le sous-développement :

1° L'actuelle « coopération » franco-africaine, qui n'a obtenu que quelques résultats locaux (Côte d'Ivoire), d'ailleurs contestés.

2° La coopération multilatérale (F.A.O., etc.), source de gâchis et de gabegie.

3° Une hypothétique coopération multinationale bilatérale (Europe-Afrique), dans le cas où l'unité serait réalisée de chaque côté, et qui serait une continuation de l'exploitation des richesses du Tiers-Monde.

4° Et évidemment le cartérisme, qui ne ferait que hâter la situation prévue par M. Guernier.

Il reste une seule solution, qui ne remédierait pas à la situation mondiale, mais sauverait l'Afrique occidentale et les anciennes colonies françaises, et proposerait un modèle de développement nouveau.

QUE FAIRE ?

Le modèle de développement capitaliste, et son corollaire le modèle politique démocratique, nés en Europe occidentale, n'y ont pas permis un développement économique et social harmonieux. Leur application à l'extérieur est une catastrophe. Pour pouvoir proposer un modèle franco-africain de transformation sociale (développement de l'agriculture et d'industries dans le Tiers-Monde, réorientation de l'économie française par la fourniture temporaire de biens de production et de produits agricoles, puis orientation concertée vers une production qualitative), il faut modifier radicalement les structures politiques de la France et des pays qui lui sont liés économiquement, politiquement et culturellement. Le terrain de combat français est prioritaire : le pouvoir siège à Paris et nous pouvons et devons

constituer un mouvement efficace, mais notre combat doit être soutenu et relayé outre-mer, et nous sommes prêts à travailler avec tous les mouvements politiques francophones, africains principalement, qui œuvrent au bien de leur pays.

François MARTIN.

BENGLA-DESH

Dans le subcontinent asiatique, tout le monde joue à cigne-musette. Ali Bhutto cherche tandis que les puissances se cachent derrière leurs déclarations tartuffières.

La concomitance d'événements simultanés frappe l'observateur. Bhutto libère le cheik Mujibur Rahman, symbole vivant d'une aspiration faite réalité, les chancelleries occidentales se préparent fébrilement à reconnaître le Bangla-Desh. L'indépendance est très proche. Mais que vaut un Bengale indépendant ? L'indépendance, dans ce cas d'espèce, est un mot vide de sens. La situation économique est désastreuse, l'élite politique est inexistante. Les Pendjabis ont laissé les Bengalis à l'écart des affaires publiques, et les divisions vont s'accroissant chaque jour davantage au sein de l'équipe grand-guignolesque qui partage les réalités du pouvoir avec l'armée indienne, au milieu d'une anarchie galopante.

Soutenir le Pakistan c'est bien, tenter de relancer l'élément pro-chinois au sein du mouvement bengali, c'est aussi bien : Chou En-lai a souligné « l'authenticité du nationalisme bengali » dans une interview accordée au « Sunday Times ». Le comportement obéit à la logique chinoise particulière du yin et du yang.

Les U.S.A. et l'U.R.S.S. continuent d'exercer des pressions diverses au gré de leur humeur changeante.

La minorité bengali d'hier, brisée et mutilée, avait trouvé sa raison d'être dans les rêves les plus fous sur son existence. Elle se trouve aujourd'hui confrontée à des réalités qu'elle n'a pas su prévoir. L'indépendance est le pire des maux que les puissances pouvaient lui infliger.

Laurent DE NEFF.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. 742-21-93

Abonnement : 35 francs.
C.C.P. NAF Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

EDITORIAL

M. Pompidou a présenté dans les premiers jours de l'année ses vœux à la Nation, aux corps constitués, aux corps diplomatique et aux journalistes. Il s'est efforcé dans tous les cas d'apparaître comme un homme d'Etat soucieux des responsabilités nationales et internationales de la France. C'est raté.

A l'heure où les Français sont partagés face à l'Etat entre la résignation et l'irritation larvée, il est dérisoire d'exalter la République qui, à la suite de l'Empire et de la Monarchie, a patiemment construit et reconstruit celui-ci. Que l'Etat ait eu besoin, comme l'a affirmé M. Pompidou, d'être maintenu souvent sans et contre les Français, est exact. Mais il oublie de dire que l'Etat monarchique qui a réalisé l'unité nationale, s'il était supérieur et distinct du foisonnement de communautés locales et corporatives composant notre pays, ne leur était ni étranger ni à plus forte raison hostile. Arbitre, protecteur, stimulateur le cas échéant, il était le garant des biens publics : paix étrangère et non-invasion, paix sociale et maintien de l'amitié entre Français.

L'Etat démocratique, au contraire, émane par définition d'une faction victorieuse sur les autres aux élections. Incertain du lendemain puisque soumis aux aléas de l'urne, il est jaloux de tout ce qui pense, agit et crée en dehors de lui dans la Nation. Il cherche avant tout à détruire ou asservir tous les foyers d'initiative.

Il est l'ennemi naturel des communautés locales brimées par cette centralisation féroce que M. Pompidou aime tant.

Il est l'ennemi de l'Intelligence domestiquée par l'Enseignement bureaucratisé et l'Information aux ordres.

Il rend ennemis les Français entre eux car il ne connaît que des partis et des classes, ces moteurs de toute la machine électorale démocratique.

Mais il est l'ami et le serviteur de la Fortune anonyme et vagabonde qui l'aide à se maintenir en lui permettant de se créer des clientèles, et les agents immobiliers et électoraux apparaissent comme les témoins de la noblesse républicaine en ce début de 1972.

Enfin, sa fragilité, ses besoins effrénés de démagogie, le rendent incapable de préserver les intérêts français face à l'étranger. A cet égard, l'entrevue des Açores ne doit pas nous faire oublier l'effacement de la France sur la scène mondiale, notre fragilité face à l'Allemagne qui nous a trois fois envahis en un siècle, qui deux fois vaincue s'est relevée sans que la République ait seulement tenté de limer ses griffes militaires ou économiques. Et il est symptomatique que le budget 1972 laisse stagner (donc régresser compte tenu de l'inflation) les dépenses militaires au moment où, unis dans la même abjection, le socialiste Berégovoy et le nazi-socialiste Rebatet font campagne pour l'abandon de la force nucléaire.

Tout cela, nos concitoyens, soumis à la loi du profit capitaliste technocratique, déshumanisés par les villes-caserne, par les cadences de vie démentielles, le présentent confusément. Malgré la stabilité apparente d'une V^e République qui a su combiner habilement le prestige de son fondateur et un renforcement des mécanismes bureaucratiques, demain la crise existentielle de la société française pourrait bien faire sauter la machine.

Sachons prévoir et organiser « l'émeute », pour reprendre un terme cher à Maurras, pour qu'à un Etat biologiquement monstrueux succède le seul pouvoir qui ne soit pas, en France, ennemi de la Nation, de cette Nation qu'il a fait exister et perdurer : la Monarchie.

N.A.F.

NAF TÉLEX

NAF TÉLEX

NAF TÉLEX

NAF TÉLEX

• DU RIFI EN MEDITERRANEE. — Si le retrait britannique à l'Est de Suez, décidé par le gouvernement Wilson, avait permis de combler les appétits pantagruéliques des grandes puissances, la reculée méditerranéenne renforce gravement le potentiel soviétique qui réalise, au-delà de toute espérance, les vieux rêves des expansionnistes tsaristes : Chypre devient, grâce à la politique infantile de Makarios, une merveilleuse plate-forme du K.G.B. A Malte, l'impulsif Dom Mintoff joue à David et Goliath, exerce un chantage calculé sur Londres qui n'insiste pas et décide d'évacuer dans un certain délai armes, bagages et Union Jack, négocie avec l'énigmatique leader libyen Kadhafi et, surtout, accorde des facilités aux navires soviéti-

ques qui ont désormais accès aux cales sèches de la Valette. Détail piquant : le travailliste Mintoff n'a qu'une voix de majorité au Parlement maltais.

• ISSY-LES-MOULINEAUX. — Deux familles, l'une de cinq personnes, l'autre de dix personnes se sont installées en squatters dans la villa de Rika Zará. Ceci est déplorable pour cette vedette qui, malade depuis plusieurs mois, est bien moins argentée que ses consœurs et a justement besoin de la villa — encore mal aménagée — pour y installer ses vieux parents qu'elle fait revenir d'Israël. Elle n'a cependant pas l'intention de porter plainte contre les « squatters ». Ceux-ci sont en effet d'abord des victimes : depuis des années ils logeaient dans une vieille cara-

vane, sans que l'Office d'H.L.M. d'Issy-les-Moulineaux n'ait donné de suite à leur demande... cet Office d'H.L.M. dans lequel M. Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux, fait sa loi.

L'urbanisme est affaire d'urbanité, a dit récemment M. Pompidou. L'urbanité des maffiosi-tireurs de banlieue, celle des gangs politico-immobiliers sans doute.

• MARTY. — Un aller simple pour Rome va être accordé au cardinal-archevêque de Paris. Mgr Marty pour être cabotin n'en a pas moins été jugé trop balourd dans ses clins d'œil à l'opposition et M. Pompidou l'a assez vu. Son Eminence serait appelée rapidement à de hautes fonctions au Vatican (le pauvre). Successeur probable : Mgr Renard.

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

N.A.F. — Roland Laudenbach, que représente pour vous l'Action française ?

R.L. — Je vous donne cette réponse dans mon bureau des Editions de La Table Ronde et vous pouvez voir sur ma table de travail une médaille de Maurras que je regarde chaque matin en arrivant et, près de moi, une lettre qu'il m'avait écrite de Tours, quand il était encore prisonnier. C'est une façon de vous répondre.

En fait, j'ai débuté très jeune à l'Action française, aux environs de ma dixième année. C'est à ce moment que j'ai fait mon premier défilé et que j'ai vu pour la première fois Maurras. Je dois ajouter que mon père n'était pas militant d'A.F., ni même abonné. Mais il ramenait de temps à autre l'Action française à la maison et c'est la présence de ce journal qui a été à l'origine du ralliement de mon grand-père, le socialiste et libre-penseur Léon Mirman, à l'Action française.

N.A.F. — Etes-vous demeuré maurrassien ?

R.L. — Je suis maurrassien et je n'imaginais pas de ne pas l'être. Pour moi, être maurrassien, ce n'est pas appartenir à un parti, cela fait partie des structures de mon être.

Au fond, si j'ai été maurrassien dès l'âge de raison, c'est parce que j'éprouvais une absence d'intérêt profond pour la politique. La politique m'obsède parce que nous vivons dans le désordre. Mais l'ordre, c'est que les gens puissent s'occuper de leurs affaires, de leurs amis et de leur jardin, et qu'ils soient déchargés du souci des destinées de la patrie et de l'avenir du monde. Tel est le sens de cette phrase de Radiguet que j'aime citer : « Depuis 1789 on me force à penser, j'en ai mal à la tête. »

En poussant les choses un peu plus loin, je dirais qu'à mon avis l'Action française d'autrefois n'a pas su pousser, dans cette direction, son enseignement jusqu'au bout. L'Action française avait alors une sorte de rigidité monolithique, et ce qui était concevable dans le domaine politique ne l'était guère sur d'autres plans. Pour moi, être monarchiste — et vivre en monarchie — c'est avoir le droit d'avoir une opinion personnelle sur la peinture abstraite ou sur la littérature. Or l'A.F. tenait qu'il fallait être d'accord sur tout. Elle enseignait que Picasso était un clown, Giraudoux un fauteur de guerre et que Pestour était cent fois supérieur à Cocteau. Et si l'on n'était pas de cet avis, on se faisait mal voir. Mais ce que l'A.F. n'a pas compris, c'est que c'était elle qui se faisait mal voir. C'est ainsi qu'elle a ainsi renoncé à une partie de son prestige en écartant des hommes de valeur, pour la seule raison qu'ils étaient différents des administrateurs de l'A.F. Je pense en effet que Maurras et Daudet ont été trahis par leurs administrateurs. Ceux-ci avaient établi une sorte de censure qui fait que j'aurais quitté l'A.F. si, du fait de la guerre, ce n'était elle qui m'avait quitté.

ENTRETIEN AVEC

Pour moi, le problème essentiel est celui de l'ordre et de la liberté. Je possède à ce sujet une lettre de Maurras, qui porte sur un article que j'avais écrit à propos de « L'Antigone », d'Anouilh. Maurras me rappelait qu'en fin de compte, l'ordre c'est Antigone et non pas Créon. Or l'A.F. a trop souvent cru que l'ordre c'était Créon.

En définitive, si je suis maurrassien, c'est parce que je suis contre le totalitarisme et, pour moi, les régimes autoritaires qui attireraient les jeunes gens à une certaine époque sont tout aussi condamnables que la démocratie parce que, comme elle, ils incarnent un désordre. Et cette conviction, c'est à Maurras que je la dois.

N.A.F. — Certains maurrassiens, comme Jacques Laurent, ne sont plus monarchistes. Est-ce là votre position ?

R.L. — Comme je suis entré très jeune en politique, j'ai subi très tôt le choc de la mésentente entre l'A.F. et la Maison Royale. Et je me suis engagé de toutes mes jeunes forces du côté de l'Action française. Dès cette époque, j'étais profondément indisposé par la dureté, par l'ingratitude des Princes à l'égard de Maurras, et par conséquent à notre égard à tous.

N.A.F. — Mais demeurez-vous attaché au principe monarchique ?

R.L. — Je crois que l'on peut difficilement détacher le principe monarchique de l'enseignement maurrassien. Il est difficile de se prétendre le disciple de Maurras et, en même temps, de renoncer à la conclusion, quel que soit le détachement que l'on peut avoir à l'égard des prétendants et de leur action passée, qui s'est traduite par une série d'échecs : en 1940, pourquoi Pétain et pas le Roi ? En 1944, pourquoi De Gaulle et pas le Roi ? Pourquoi, en 1958, De Gaulle encore et pas le Roi ? Et je pense qu'aujourd'hui, le Comte de Paris doit être persuadé que s'il n'a pas réussi à prendre le pouvoir, c'est à cause des méchants garnements d'A.F. ! D'autre part, je ne peux pas oublier l'ingratitude avec laquelle le Comte de Paris a laissé partir Maurras sous la neige, le jour de cette mort affreuse au bord de la Loire, et comment il a regardé cela d'un œil sec.

Cela dit, la monarchie c'est un raisonnement, la conclusion d'un raisonnement. Mais la difficulté de cette conclusion, c'est qu'il est plus simple de ne pas briser une monarchie que de la rétablir. Car comment la rétablir ? Pas par l'élection, puisque l'élection est mauvaise. Donc il faut un « coup de force », et ce « coup » a été soigneusement évité par la Maison Royale et aussi par l'Action française. Trop d'occasions ont été perdues et, à court terme, je n'en vois guère de nouvelles. C'est pourquoi, à mon avis, la monarchie est maintenant du domaine de l'utopie.

N.A.F. — La situation n'est-elle pas plus favorable à une Restauration qu'il y a dix ou vingt ans, étant donné le désarroi de la classe politique, la décom-

position de certaines doctrines et la crise que traverse notre société ?

R.L. — J'ai l'impression que la crise de notre société se manifeste depuis très longtemps. Quant au désarroi de la classe politique, on en parle depuis mon enfance. Ce qui est par contre certain, c'est l'éclatement du marxisme.

N.A.F. — N'y a-t-il pas, cependant, incapacité de la classe politique à concevoir quelque chose d'autre ?

R.L. — La situation était la même avant la guerre, et l'A.F. exerçait une influence qu'elle n'a plus.

Avant 1939, l'Action française, Gringoire, Candide, La Revue Universelle, pouvaient lancer un jeune écrivain. Nous n'avons plus aujourd'hui ces moyens d'atteindre le public. Et ce sont d'autres que nous qui ont la radio, la télévision et la presse. D'autre part, je ne pense pas que les Français souhaitent quelque chose d'autre que ce qui existe. La majorité d'entre eux désire simplement un peu plus d'argent et quelques jours de congés supplémentaires. Pour le reste, l'urbanisme, les transports, la décentralisation, on constate chez les Français une énorme patience.

N.A.F. — Parlons maintenant de votre métier.

R.L. — La Table Ronde — c'est Cocteau qui avait trouvé ce nom — doit son origine à Anouilh qui lui avait donné son Antigone. Cette maison a eu un curieux destin, parce que les événements ont été curieux. La revue mensuelle que nous avions lancée est intervenue dans un climat politique, littéraire et intellectuel extrêmement détérioré : c'était l'époque où Giono, Montherlant, Paul Morand et Marcel Aymé n'avaient que le droit de se taire. La Table Ronde a brisé ce silence avec la complicité de quelques intellectuels tels que Gabriel Marcel, Raymond Aron, Emmanuel Berl et même Mauriac qui a rendu alors à l'intelligence française un service que ses erreurs ne peuvent faire oublier.

Aujourd'hui, la revue de La Table Ronde est pratiquement interrompue et nous ne pourrions pas la refaire. Non parce que nous n'aurions pas de collaborateurs, mais parce que nous manquerions de public. Le succès de La Table Ronde avait été possible en raison de la crise dont je vous ai parlé. Cette époque n'était pas drôle, mais actuellement il y a quelque chose de pire, c'est l'absence de crise, c'est l'indifférence. Et l'indifférence est le véritable ennemi, dans ma profession.

Cependant, quelque chose vient de changer dans la littérature et dans l'édition : avec le succès de Michel Déon à l'Interallié, puis avec celui de Jacques Laurent au Goncourt. Dorénavant, le snobisme qui consistait à être de gauche pour devenir écrivain semble en voie de disparition. Voilà une bonne chose de faite. Reste à trouver de jeunes auteurs, si nous voulons qu'une littérature renaisse. Et La Table Ronde n'a de sens que pour les accueillir.

ROLAND LAUDENBACH

N.A.F. — Un éditeur peut-il être libre, en 1972 ?

R.L. — Il ne peut être question pour un éditeur indépendant d'avoir un service de diffusion autonome parce que c'est à la fois très coûteux et inefficace. Cependant, malgré l'existence de groupes de diffusion, l'éditeur peut rester libre dans ses choix. Le véritable problème, c'est l'absence d'une vie intellectuelle active. Et c'est bien pour cela que les prix littéraires déclenchent de telles bagarres ; en effet, c'est sur les cinq titres primés que se draine tout l'argent de l'édition.

N.A.F. — Quelle est la condition de l'écrivain d'aujourd'hui ?

R.L. — Il est extrêmement difficile de vivre de sa plume. Mais il en est ainsi depuis très longtemps : ni Mauriac, ni Giraudoux, ni Cocteau n'attendaient leurs droits d'auteur pour vivre. Cela leur donnait évidemment une liberté incomparable.

N.A.F. — L'avenir de l'Intelligence dépend-il du succès d'une contre-révolution ?

R.L. — Je le crois absolument. Quand la contre-révolution sera faite, les données économiques du problème seront résolues, ou du moins la plupart d'entre elles. Mais pour qu'elle se fasse, il faut qu'il y ait des esprits qui veuillent la faire.

N.A.F. — Qu'est-ce qui vous a paru intéressant dans la création de la « Nouvelle Action Française » ?

R.L. — Cocteau disait que la tradition est une statue en marche. Si elle ne marche pas, elle devient musée, ou plutôt cimetière. La N.A.F. a montré que l'Action française bougeait, donc qu'elle était vivante.

J'ai cru en 1945 que le pire était sûr. A cette époque, je croyais être le dernier survivant d'une école de pensée que je ne verrais jamais renaître. Je me suis lourdement trompé et vous m'en avez donné une dernière preuve. Ce qui m'importe, c'est que cette école de pensée ne soit pas l'apanage d'une génération grisonnante. Le dernier carré ne m'intéresse pas. Ce que je souhaite, c'est que l'enseignement de Maurras soit transmis à la jeunesse.

Réponse à ROLAND LAUDENBACH

Comme nous l'écrivions dans notre réponse à Jacques Laurent, le débat que nous avons engagé n'aurait aucun sens si nous ne laissions ceux qui acceptent de nous répondre libres de tout dire. C'est évident sur le plan des idées. Mais la même liberté doit être accordée par le mouvement dont nous sommes les héritiers, car un débat sur la monarchie est aussi, nécessairement, un débat sur les chances de la restauration et donc sur l'action du mouvement royaliste d'hier et d'aujourd'hui.

On a trop pris l'habitude de considérer l'Action française comme une société pure

et parfaite pour qu'une telle faculté laissée à nos interlocuteurs ne soit pas un objet de scandale pour certains. Mais peu importe le scandale, si la vérité est en cause. Il est en effet évident que l'Action française qu'a connue Roland Laudenbach, celle des années 30, tendait de plus en plus vers le conservatisme, que sa bureaucratie devenait étouffante et que certains de ses collaborateurs manquaient d'imagination. Et il est vrai qu'il y avait une absence d'ouverture aux courants qui agitaient cette époque, une véritable sclérose intellectuelle chez ceux que Laudenbach appelle les « administrateurs de l'Action française ».

Parce que nous approuvons ces dures vérités, on nous accusera sans doute de trahison alors que nous voulons simplement, et sans passion aucune, montrer l'Action française sous son vrai jour afin de ne pas recommencer les erreurs qu'elle a pu commettre. Pourquoi, comme l'écrivait récemment Pierre Debray, refuserions-nous d'appliquer l'empirisme organisateur à l'école de pensée dont nous nous réclamons ? C'est ce qu'a fait Laudenbach, en reprenant la conception maurrassienne de la tradition qui doit être critique et non pas simple réceptacle de ce qui a existé. Et comme il le montre, une grande partie du public d'Action française, pendant la seconde moitié de l'entre-deux guerres, a été du côté de Créon contre Antigone, rompant ainsi avec la conception de l'Ordre qui fonde toute la philosophie politique de Maurras. Trop de « maurrassiens » avaient fait de la nation un Moloch, du monarque un père fouettard et de « socialisme aristocratique » de leur maître un paternalisme bêtifiant, tant et si bien que leur conception de la monarchie n'était guère différente d'un vulgaire franquisme.

Il convient cependant de replacer la critique du mouvement d'Action française dans le contexte politique et social de l'époque. Que les « administrateurs » portent une lourde responsabilité, c'est indubitable. Mais l'Action française a également été victime des circonstances. Durement éprouvée par la guerre de 1914-1918, coupée de la classe ouvrière par l'effondrement du syndicalisme révolutionnaire et par l'apparition du bolchevisme, ayant perdu en 1925 son seul économiste de talent — Georges Valois — gravement touchée par la crise religieuse qui lui enleva la sympathie du monde rural, l'Action française n'avait plus devant elle qu'un éventail très réduit de choix stratégiques. Elle s'appuya donc sur les classes moyennes mais, et c'est là son tort, sans essayer de faire lever parmi elles un ferment révolutionnaire. Seul Maurras avait clairement discerné, au moment de la crise économique, quels étaient les éléments en révolte que l'Action française pouvait fédérer. Il ne fut pas compris, il ne fut pas suivi, et l'Action française manqua ainsi l'occasion magnifique de susciter une révolte sociale qui, jointe à la révolte antiparlementaire, aurait pu tout balayer.

On conçoit qu'après tant de difficultés mal surmontées, qu'après tant d'échecs, des militants royalistes éprouvent quelque lassitude, quelque doute quant à la possibilité de voir se réaliser les espoirs de leur jeunesse. D'autant plus que ce qui a été tenté en dehors de l'A.F. n'a pas mieux réussi. Et c'est bien le reproche essentiel que Laudenbach adresse au Prince car, si la restauration avait été réalisée, il est certain que le Prince aurait oublié ses griefs, et l'Action française son amertume, pour se consacrer exclusivement à la reconstruction de la communauté française. Mais il n'y a pas eu de restauration, ni en 1940, ni en 1944, ni en 1958. Faut-il attribuer la responsabilité de cet échec au Prince ? Nous ne le pensons pas. Pour que la restauration puisse se faire, il aurait fallu l'adhésion à l'idée monarchique d'une équipe déjà installée au pouvoir et d'autre part la persistance, dans le pays, d'un état d'esprit royaliste. Après la défaite comme lors de la Libération, les équipes au pouvoir ne songeaient manifestement pas à une restauration et les royalistes, sans influence sur Vichy, étaient pourchassés en 1945. En 1958, puis pendant toute la « République gaullienne », l'état d'esprit que l'A.F. avait réussi à créer avant la guerre avait pratiquement disparu et c'est peut-être ce fait qui a amené De Gaulle à écarter l'idée d'une restauration.

On peut se contenter de regretter les échecs passés. On peut aussi, de façon plus positive, tenter d'en tirer les leçons. La première, c'est que rien n'est possible en l'absence d'un mouvement royaliste bien implanté dans le pays. La « révolution gantée » de Talleyrand n'aurait pu aboutir si les agents royalistes n'avaient été nombreux et résolus. Et l'existence d'un mouvement royaliste s'impose à plus forte raison lorsque nul Talleyrand n'apparaît à l'horizon politique. La seconde leçon, tirée de l'histoire de l'Action française, c'est que l'état d'esprit royaliste indispensable ne se crée pas n'importe comment et avec n'importe qui. Il s'agit de convaincre, comme l'écrivait Maurras, « ceux qui entraînent la masse », « ceux qui osent imaginer autre chose que ce qui existe » et non pas les plus conservateurs, qui sont en même temps les plus inefficaces lorsqu'il s'agit de passer à l'action.

Roland Laudenbach, invoquant les préoccupations exclusivement matérielles des Français et leur « énorme patience », doute que cette action soit un jour possible. Mais l'objection avait déjà été faite en... 1900 à Maurras, qui répliquait à ses contradicteurs qu'il était dans la nature de la République de susciter des crises. On ne peut dire que les événements lui aient donné tort. L'histoire de la III^e République a été jalonnée de révoltes ouvrières, de jacqueries paysannes et d'émeutes antiparlementaires. Et la IV^e, avec les soubresauts de la décolonisation, n'a pas été mieux partagée.

(Suite page 6.)

(Suite de la page 5.)

On pouvait penser, en 1962, que le temps des convulsions était bel et bien terminé. Et puis il y a eu mai 1968, qui vint briser la tranquillité du pays, mettre en difficulté un Etat réputé « fort » et jeter sur la place publique quelques idées dont on n'a pas fini de parler. Certes, il ne s'agit pas de faire de ces événements un modèle. Mais ils témoignent de la crise de notre société, que ni les élections de juin 1968, ni la « Nouvelle Société » n'ont permis de résoudre. Le malaise existe toujours, dans la jeunesse comme parmi l'ensemble des Français. Roland Laudénbach ne voit chez eux que de la patience. Mais sera-t-elle durable ?

Il y a actuellement trop de problèmes insurmontés, et insurmontables, dans notre société démocratique. Il y a une centralisation étouffante et un urbanisme inhumain, un capitalisme qui ne parvient pas à dépasser le stade du quantitatif et une bureaucratie coupée du réel, il y a des millions d'hommes qui n'éprouvent aucun intérêt pour leur travail et qui subissent des loisirs industrialisés. Et parmi tous ceux qui subissent la société démocratique, il existe des hommes qui refusent le présent et qui tentent d'imaginer autre chose. Or que leur proposent la classe politique et les idéologues installés ? De pauvres recettes de droit constitutionnel comme M. Edgar Faure ou des « modèles » périmés : celui de la « libre entreprise » américaine qui masque un totalitarisme honteux, ou celui de la « dictature du prolétariat » qui sert de paravent à une « nouvelle classe » technocratique.

On a pu croire, un temps, que les gauchistes allaient apporter un sang neuf à la société française. Leur critique, souvent faussée par les schémas marxistes, contenait parfois de solides vérités. Mais il a bien fallu constater, avec Marcuse, que cette théorie critique de la société était restée négative. Reste donc, si présomptueux que cela puisse paraître, la Nouvelle Action Française. Nouvelle, parce qu'elle a su se débarrasser de scories qui la rendaient inefficace, mais fidèle à un enseignement qui demeurera toujours vrai parce qu'il s'appuie sur les données permanentes de l'être, sur les lois constantes de la société.

Laudénbach nous dira qu'il ne suffit pas d'avoir raison, ce que nous ne songeons pas à contester. Mais la crise de civilisation que la démocratie est incapable de résoudre fera mûrir d'autres révoltes. Il suffit de peu d'hommes pour leur donner un objectif, et de peu de choses pour que le but soit atteint, du moins si le travail préalable d'explication a été effectué auprès de ceux qui font l'opinion et auprès de ceux qui l'entraînent. Ce débat sur la République et la Monarchie se situe dans cette perspective. Et le fait qu'un tel débat soit possible nous semble constituer une première réponse à ceux qui doutent de notre entreprise, un premier pas vers la constitution de l'état d'esprit royaliste indispensable à la restauration de la monarchie.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

Sur un festival Robbe-Grillet

Que ce soit par les lettres ou par le cinéma, Alain Robbe-Grillet n'a guère quitté, depuis dix ans, le devant de notre scène intellectuelle. A l'occasion du festival cinématographique qui lui est consacré, il n'est pas inutile de rappeler ce qu'a été l'évolution artistique de l'apôtre du « nouveau roman ».

Le nouveau roman, tel que voulait le sentir (ou croyait le pressentir) Robbe-Grillet, se caractérisait par la recherche d'un nouveau réalisme : il s'agissait de montrer, de dessiner les objets ou les êtres dans leur réalité brute. On cite souvent ce passage des *Gommes* où un quartier de tomate est décrit dans toutes ses caractéristiques physiques, observées avec une sorte d'hyperconscience de leur vérité nue. Cette attitude du romancier était proclamée d'une façon provocante comme opposée à l'art traditionnel du roman, qui relie constamment entre eux les objets, les personnages et la vie sociale. Plus encore qu'une application du « détachement » brechtien, il y a là un rapport direct avec le « dasein », l'être-là d'Heidegger.

Cette théorie, exposée dans « Pour un Nouveau Roman » (1), était difficile à tenir dans la pratique du roman. De fait, Robbe-Grillet a progressivement renoncé à maintenir les barreaux d'une prison qu'il s'était construite lui-même.

Ses tout premiers romans, en particulier *Les Gommes* et *Le Voyeur*, sont les seuls à tenter d'une manière systématique une justification de sa théorie, et à promouvoir ce que Roland Barthes a appelé une « littérature du constat ». Mais, comme l'a remarqué Barthes lui-même, « ces formes vides appellent irrésistiblement un contenu, et l'on voit peu à peu dans la critique, dans l'œuvre même de l'auteur, des tentations de sentiments, des retours d'archétypes, des fragments de symboles, bref tout ce qui appartient au règne de l'adjectif, se glisser dans le superbe être-là des choses ». Cette évolution apparaît à travers des ouvrages tels que *Dans le Labyrinthe* ou *La Maison de Rendez-Vous*.

C'est sans doute en raison de cet échec que Robbe-Grillet a glissé vers le cinéma. Lui-même écrit, à propos de Samuel Beckett : « La condition de l'homme, dit Heidegger, c'est d'être là. Probablement est-ce le théâtre, plus que tout autre mode de représentation du réel, qui reproduit le plus naturellement cette situation. Le personnage de théâtre est en scène, c'est sa première qualité : il est là. La rencontre de Samuel Beckett avec cette exigence présentait, a priori, un exceptionnel intérêt : on allait enfin voir l'homme de Beckett. On allait voir l'Homme. Car le romancier, à force de s'exténuer dans sa recherche, ne parvenait qu'à réduire de plus en plus à chaque page nos possibilités de l'appréhender. » (2) Rempla-

cez, dans cette citation, théâtre par cinéma, et Beckett par Robbe-Grillet, et vous aurez une explication, en quelque sorte prémonitoire, de sa propre évolution par le théoricien du nouveau roman. Le cinéma est venu suppléer des moyens littéraires qui ne répondaient plus aux objectifs de leur utilisateur.

Alain Robbe-Grillet fait réellement son premier essai cinématographique en signant le scénario de *L'Année dernière à Marienbad*. Extraordinaire rencontre du « nouveau cinéma » et du « nouveau roman », ce film est l'aboutissement de deux observations parallèles qui chez le réalisateur Alain Resnais, se sont manifestées sous la forme d'une demi-douzaine de courts métrages, préparation minutieuse aux interminables travellings le long des couloirs de Marienbad. C'est un quasi-spécialiste de l'art qui aborde le scénario de Robbe-Grillet et qui rejoint l'esprit du scénariste en ces deux points fondamentaux, une observation neutre des objets et des phénomènes, dans son étude sur *Van Gogh*, par exemple ; une certaine façon de lutter contre le temps en essayant de l'immobiliser. De cette conception commune naît un univers apparemment fantastique, mais qui en fait peut n'être considéré que comme la discontinuité de la réalité. Ainsi lorsque Robbe-Grillet tourne sa première réalisation, *L'Immortelle*, il filme avec un réalisme parfait une série de séquences qu'il restitue sous la forme d'un puzzle incomplet, nullement destiné à être reconstitué.

Avec *Trans Europ Express*, on « suit » les méandres de l'esprit créateur, celui d'un auteur de films qui imagine une histoire policière ; et l'on peut dire que l'application du principe de discontinuité s'adapte totalement au va-et-vient temporel de la pensée. L'érotisme s'insère sans difficulté dans ce monde de l'imagination, comme il est indispensable à l'univers de *L'Homme qui ment* où la violence de certains passages cerne impitoyablement le délire calculé du narrateur.

Dernier film d'Alain Robbe-Grillet, *L'Eden et après* introduit la notion d'étrange, de fantastique même, dans l'œuvre du réalisateur. Le temps n'est plus un élément fondamental, mais le moyen de lutter contre la mort. Le romancier d'hier devient alors une sorte de sorcier qui tente d'initier sa « victime » aux jeux d'un éden très particulier.

En marge de l'ouvrage cinématographique de Robbe-Grillet, un jeune cinéaste belge, Lucien Deroisy, a adapté en 1967 son premier roman, *Les Gommes*, dont il a fait un très logique et très habile jeu de l'esprit. C'est ce film et les quatre cités précédemment qui constituent le Festival débutant mercredi 12 janvier dans un certain nombre

Les progrès de la N.A.F. en 72

Qui n'avance pas recule.

Cette affirmation banale est, je m'en excuse, le thème de mon article. Il est bon de reprendre contact avec les réalités en apparence les plus dérisoires, afin de vérifier que notre démarche est bien en accord avec le réel, avec l'expérience concrète au niveau le plus humble. Nos contemporains, tranquilisés par les slogans de la société de consommation, perdent facilement ce contact. Il faut savoir pourquoi ; il faut éviter les pièges dans lesquels ils tombent.

QUI N'AVANCE PAS REULE

Venu au monde sans l'avoir demandé, l'homme de 1972 est comme un rouage dans une société dont il ignore la marche. Agi plus qu'acteur, il est porté à se désintéresser du fonctionnement des groupes auxquels il appartient. Il ne réfléchit plus aux conditions de la vie en société ; il en vient à ignorer son passé autant que son avenir. La sclérose intellectuelle le guette de plus en plus jeune. Il est rendu incapable de la moindre autonomie d'esprit et se borne à digérer la « pensée » préfabriquée par les mass-media. Citoyen passif d'une démocratie égalitaire, il se reconnaît distancé par toutes les nouveautés, ne parvenant plus à exprimer un jugement libre à leur sujet. Par rapport à la marche réelle du temps, il s'accoutume à prendre du retard, donc à reculer. Les vieux se voient loin derrière les jeunes, les chefs derrière leurs troupes.

Le plus étonnant est de constater à quel point chacun en prend son parti. Les plus attardés sont même les plus heureux, heureux d'avoir conservé les positions délaissées par l'avant-garde, heureux d'un horizon qui leur est bouché.

Et qui d'entre nous, parfois découragé, n'a-t-il éprouvé la tentation de s'asseoir sur le bord du chemin, de chercher à tout oublier, de vouloir ne plus rien comprendre ?

Robbe-Grillet (suite)

de salles d'essai, parmi lesquelles le Studio des Acacias. Une manifestation qui mérite d'être signalée, car elle apporte un nouveau souffle à un style cinématographique peu préoccupé par les impératifs commerciaux.

Dominique PAOLI
et Christian DELAROCHE.

(1) Editions de Minuit. Réédité chez Gallimard (coll. Idées).

(2) « Samuel Beckett ou la présence sur la scène », in *Pour un Nouveau Roman*.

Mais le propre de l'école d'Action française est d'être une école de courage, condamnant toute attitude d'émigration, qui nous placerait en dehors des limites du combat. Un organisme vivant et fécond produit sans cesse des cellules nouvelles, aptes aux combats de l'esprit ou du corps. Un organisme vivant peut produire de la force d'Action française, pour continuer d'avancer vers le but choisi, qui est de rompre le cercle magique de la démocratie.

A chacun d'imaginer ce qu'il peut faire, quant à lui, pour produire au mieux de la force d'Action française, sans se laisser perturber par l'ambiance œcuméniste et pacifiste du siècle, lequel voudrait s'opposer à notre esprit de conquête comme hostile à toute paix. Notre esprit de conquête n'a pas pour raison l'appropriation des biens d'autrui, mais il agit dans le but de délivrer les Français de l'emprise des forces d'erreur et de doute. L'esprit de conquête, qui anime les militants de la nouvelle Action française, est libérateur et faiseur d'unité, c'est-à-dire d'ordre et de véritable paix.

CONSEILS PRATIQUES

Matériellement, comment traduire notre volonté de progrès ? En allant au-delà de ce qui a été fait en 1971.

Aucune section, aucun groupe de militants ne doit se satisfaire du résultat atteint, même brillant. Il y a chaque semaine des N.A.F. en plus à vendre ; il y a chaque mois des A.F.U. en plus à vendre ; il faut récolter de nouveaux abonnements à nos publications ; il faut faire venir un public nouveau à nos réunions.

En 1971, le plus simple a été fait, qui consistait à regrouper des éléments déjà acquis à nos idées. En 1972, il faut aller au-delà, et nous agréger d'autres Français actifs de bonne volonté, par l'attraction de nos idées rendues vivantes par cet esprit de conquête.

Michel LEDOYEN.

P.-S. — Les dons que nous recevons maintenant sont affectés à la poursuite de la publication du journal sur douze pages au lieu de huit. D'avance merci.

REUNIONS ET CONFÉRENCES

BORDEAUX

N.A.F. - J.-J. Boisserolle, B.P. 37, 33 - Bordeaux (01).

Prendre contact le jeudi de 17 h 30 à 18 h 30 et de 21 heures à 22 h 30, au 44, rue des Remparts, 33 - Bordeaux.

GRENOBLE

22 janvier : conférence de Gérard Leclerc. « Quel avenir pour l'intelligence ? ».

Renseignements : 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

ROUEN

Le 22 janvier à 20 h 30, conférence de M. Bernard Leduc : « La Défense Nationale », à la Halle aux Toiles.

TOURS

Le 18 janvier à 21 heures, conférence de Bertrand Renouvin : « L'A.F. devant la question sociale », au Grand-Hôtel, place de la Gare.

La N.A.F. est en vente à L'Astragale, 4, rue Victor-Hugo.

PARIS VII^e

Vendredi 28 janvier à 21 heures, François Martin : « Une politique étrangère pour la France », Café des Invalides, angle Latour-Maubourg - La Motte-Picquet.

Salle de la Société Industrielle, 116, rue de l'Hôpital Militaire - 59 - LILLE.
le vendredi 14 janvier à 20 h 30
Francis BERTIN, Pierre DEBRAY et G.P. WAGNER, Président du Comité Directeur de l'A.F., parleront des « Féodalités républicaines ou Monarchie populaire ».

PARIS - RIVE GAUCHE

Jeudi 27 janvier, 21 heures

MEETING ROYALISTE

Démocratie et Répression

44, rue de Rennes - Paris (6^e)

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

La semaine prochaine, la réponse de
BARUCH, journaliste

LA PRESSE ENCHAÎNÉE

Nous ne savons si le fait que l'année 1972 soit une année bissextile rend particulièrement en forme l'hôte de l'Elysée, toujours est-il que les premiers jours de l'an nouveau l'ont vu abonder en déclarations brillantes sur tous les sujets. Et comme d'habitude, M. Pompidou révèle son style de pensée qui n'est mystérieux que pour les imbéciles ou les naïfs : des propos de bon sens, tirant même un tantinet sur le lieu commun, destinés à faire passer une justification d'une politique qui ne l'est pas.

Ainsi, l'agréé Pompidou a-t-il procédé en livrant longuement ses états d'âme aux journalistes sur l'avenir de la presse écrite.

LE COMBAT DE L'INTELLIGENCE ET DE LA CULTURE

Il a invité les hommes de presse à cultiver « la règle d'or de l'exactitude ». Et plutôt que de chercher à copier la télévision dans la description de « la brutalité de la chose vue, la presse écrite se doit de rendre indispensable cet effort de donner au lecteur l'envie de lire le journal ». Il a ajouté qu'à cet égard l'école avait un rôle irremplaçable car « si on n'apprend plus à lire et à écrire, on ne formera plus de lecteurs ». Ceci l'a amené à conclure : « Le combat de la presse écrite c'est aussi le combat de l'intelligence et de la culture. » Bigre ! M. Pompidou serait-il devenu soudain un disciple de l'auteur de « l'Avenir de l'Intelligence » ? Maurras, en effet, voici soixante-dix ans, ne disait pas autre chose, lui qui s'inquiétait tant de l'avachissement de la pensée dans le journalisme.

LA DOUBLE ESCROQUERIE

L'ennui, c'est que deux éléments nous incitent à penser que M. Pompidou reste simplement fidèle à ses habitudes de désinvolture et de cynisme.

C'est en effet se moquer poliment du monde que de soutenir que l'enseignement a un rôle à jouer en formant le futur lecteur... quand on s'arrange en même temps pour que celui-ci soit une machine à décérébrer l'adolescent. Le développement absurde des programmes, l'entassement de connaissances hétéroclites y font bon ménage avec la disparition ou l'amenuisement des matières destinées à former le raisonnement. Ainsi le candidat Pompidou avait promis de rétablir l'enseignement du latin en 6^e supprimé par Edgar Faure et devenu président, n'en a rien fait. C'est sans doute ce que l'on appelle aider l'enfant à lire et à comprendre !

Deuxième escroquerie au moins aussi grave : M. Pompidou souhaite que les journalistes mènent le combat de l'intelligence. Fort bien ! Mais peut-il nous dire comment ceux-ci pourront faire lorsque la survie de leur journal est liée à l'apport des recettes publicitaires ? (80 % des recettes totales dans le cas du *Figaro*). Peut-être ignore-t-il que le prix de vente d'un quotidien ne couvre que 45 % de son prix de fabrication et que le reste doit être fourni par la manne dispensée par les agences de publicité privées style Bleustein-Blanchet ou l'Etat ?

Dans ces conditions, il est fatal que le journaliste soit tributaire des exigences de ses bailleurs de fonds ; ne pas les contrister en dénonçant les turpitudes des

puissances d'argent ou en remettant en question les fondements de l'Etat ; vendre le plus possible en recherchant le sensationnel à tout prix afin qu'une grande masse de lecteurs consomme les petits pois chez soi, la propagande — express — pour la Garantie Foncière, les bidets Schmolli, les Frigidaires Landru ou les chewing-gum Smith. Que devient dans l'histoire l'indépendance du journaliste et le souci de former une élite ?

La concurrence de la télévision est venue aggraver les choses dans la mesure où les publicitaires peuvent jouer sur la rivalité presse-télévision et pour être plus exigeants envers la première arguer que l'impact de la seconde dans ses « spots » officiels et surtout dans ses procédés clandestins — n'est-ce pas M. Sabagh ! — est plus considérable sur le public.

Quant aux remèdes, M. Pompidou les a écartés dédaigneusement en traitant de « palliatifs » une détaxe de T.V.A. et une réduction des tarifs postaux des journaux. Il est vrai qu'en un sens il a raison. Le seul remède véritable consisterait à détruire un régime qui dépend des puissances d'argent par le biais des campagnes électorales, a besoin pour le même motif de tenir en main l'opinion, n'a donc aucun intérêt à laisser prospérer des journaux indépendants. En démocratie, l'Intelligence restera asservie à l'Or (privé ou d'Etat). Peut-être M. Pompidou le sait-il, car l'homme ne manque pas d'intelligence. Mais il lui faudrait alors en tirer les conséquences et détruire le régime qui le fait vivre en jouant le rôle de Monck. Ce n'est apparemment pas le genre du personnage.

Arnaud FABRE.

EPITAPHE POUR UN EPHEMERE

Nous ne lirons plus la chronique cinématographique de Michel Aubriant. Il vient de mourir à l'âge de 52 ans et fut enterré le 1^{er} janvier dans le Vaucluse. Bonne année, Michel Aubriant, vous me manquerez.

Avec lui disparaissent, prématurément, le talent, le jugement, le goût et aussi l'indépendance d'esprit, valeurs qui se font de plus en plus rares, car nous sommes à l'époque des cuistres, des malfrats et des serfs. Lui, possédait un goût exceptionnel, il flairait le navet, comme les chiens de chasse flairent le lapereau, et le déchirent, alors, d'un coup de patte, même pas d'un coup de dent, ce qui serait lui faire trop d'honneur.

Comme tous les êtres sensibles, il se défendait d'un monde barbare, par l'hu-

mour. Il était ironique et parfaitement poli, ce qui revient au même, la courtoisie étant défense contre la grossièreté.

Ainsi que tous les gens lucides, il exigeait qu'on ne le prit pas « au sérieux » — ce sont toujours les tragiques qui disent cela. Sous ses analyses méticuleuses, glacées, ou chaleureuses, perceait l'homme excédé par la bêtise, l'homme qui fait le « tri » et jette aux égouts ce qui doit y être jeté.

Il aimait la beauté, qu'elle fut éthique ou esthétique. Là-dessus, il ne s'est jamais trompé.

D'un écrivain, d'un peintre, d'un musicien, d'un philosophe ou d'un poète, il reste une œuvre. D'un critique, même le plus grand, il ne reste rien. Le critique est la cigale de la littérature. Vi-

vant, il chante ; mort, il se tait définitivement. La trace de son chant ne demeure que dans l'oreille de ceux qui l'ont aimé. Le critique est l'homme qui meurt totalement.

Pierre des Vallières va reposer dans le cimetière de Bonnieux, près d'Avignon, c'est un cimetière pour les cigales. D'autres critiques auront l'amour du cinéma et le talent qu'il faut pour en bien parler, aucun ne retrouvera le ton de Michel Aubriant, fait d'élégance et d'humour, pétillant de tendresse, de cruauté et d'intelligence, un ton suprêmement aristocrate. Celui d'un homme pour qui il n'y eut que deux ennemis dans l'Art : le Laid et le Sot.

Béatrice SABRAN.